

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
d'Energies Services Lavour au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

| | |
|---|----------|
| CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE | 3 |
| PREAMBULE | 5 |
| I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS D'ENERGIES SERVICES LAVAU | 5 |
| 1 PRESENTATION DES ACTIVITES D'ENERGIES SERVICES LAVAU ET DU SUIVI ANALYTIQUE DES COUTS PAR ACTIVITE | 5 |
| 2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES | 6 |
| II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES D'ENERGIES SERVICES LAVAU | 6 |
| 1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT | 6 |
| 1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR | 7 |
| 1.2 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE | 7 |
| 2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT | 7 |
| 2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR ENERGIES SERVICES LAVAU EN 2013 | 7 |
| 2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1ER SEMESTRE 2015 | 8 |
| 2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES | 8 |
| 2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION | 8 |
| 2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES | 9 |
| 2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014 | 9 |
| III. CONCLUSIONS | 9 |

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant que :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés d'Energies Services Lavour, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

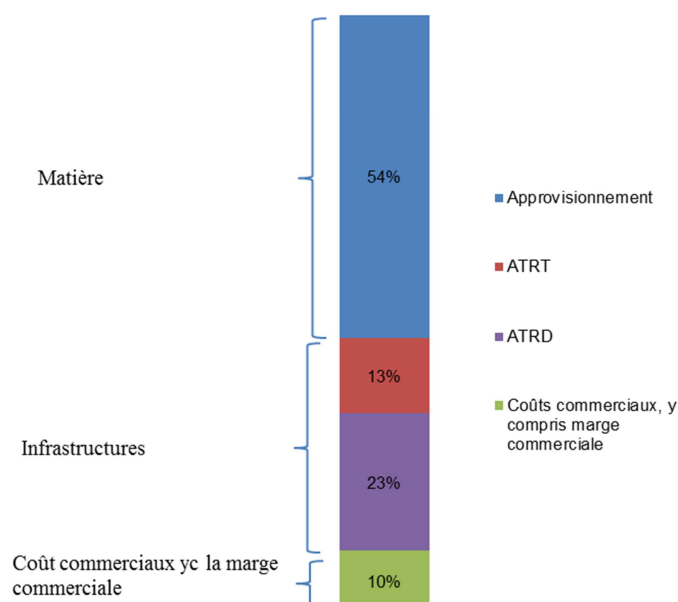
La CRE a adressé à Energies Services Lavour, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

| |
|--|
| NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires. |
|--|

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans l'élaboration des tarifs réglementés de vente d'Energies Services Lavour, et leurs parts respectives en moyenne dans les tarifs appliqués en 2013 :



La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure : coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel (inclus dans le contrat d'approvisionnement) et coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel notamment ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

I. Présentation de la structure des coûts d'Energies Services Lavour

1 Présentation des activités d'Energies Services Lavour et du suivi analytique des coûts par activité

Energies Services Lavour couvre l'ensemble du secteur de l'énergie et exerce des activités suivantes :

- La production et la distribution d'électricité
- La fourniture et la distribution de gaz
- La gestion de l'éclairage public

Energies Services Lavour détient le statut juridique de Régie à Autonomie Financière et Personnalité Morale. C'est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, propriété de la ville de Lavour.

Energies Services Lavour clôture ses comptes au 31 décembre de l'année N. Compte-tenu de ses délais de clôture, Energies Services Lavour n'est cependant pas en mesure de communiquer à la CRE ses comptes 2013 avant fin mai 2014.

L'opérateur ne dispose pas de comptes dissociés, ni d'une comptabilité analytique permettant un suivi des coûts au titre de l'activité de fourniture de gaz à ses clients aux tarifs réglementés.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Les principaux postes de charges et produits supportés par Energies Services Lavour sont les suivants :

Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, la production vendue, les subventions d'exploitation, les reprises sur provisions ainsi que les autres produits d'exploitation.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés d'Energies Services Lavour.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, le personnel détaché et intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, les primes commerciales, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés d'Energies Services Lavour

En l'absence de comptes dissociés disponibles, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

1 Coûts d'approvisionnement

Energies Services Lavour a signé le 22 novembre 2012 un contrat d'approvisionnement pour la période du 1^{er} décembre 2012 au 1^{er} novembre 2014.

1.1 La formule en vigueur

La formule en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013 a été fixée par l'arrêté du 21 décembre 2012.

Elle prévoit que : « *L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel est stable pendant 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2013.* »

Dans la continuité, l'arrêté du 27 juin 2013 précise dans son article 2 que « *l'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel est stable jusqu'au 1^{er} novembre 2014.* »

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, elle a émis un avis favorable dans sa délibération du 25 juin 2013 au projet d'arrêté en ce qui concerne cette formule.

1.2 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, Energies Services Lavour a indiqué à la CRE renouveler son contrat d'approvisionnement en gaz naturel à compter du 1^{er} novembre 2014.

La CRE relève qu'une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 n'apparaît par conséquent pas nécessaire sur la base des informations disponibles à début mai 2014. Au cours du 2nd semestre 2014, il conviendra cependant d'analyser la pertinence d'une révision de la formule.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par Energies Services Lavour en 2013

Les coûts hors approvisionnement supportés par Energies Services Lavour en 2013 ont été marqués notamment par :

- la part fixe facturée à Energies Services Lavour dans le cadre de son contrat d'approvisionnement qui a augmenté au 1^{er} avril 2013. Cette hausse prend notamment en compte l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de TIGF de +8,1% en moyenne¹.
- l'application de l'évolution du tarif commun d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD ne présentant pas de comptes dissociés² au 1^{er} juillet 2013 qui a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution d'Energies Services Lavour.

La CRE relève que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel d'Energies Services Lavour pris en compte l'ensemble des évolutions citées précédemment.

Energies Services Lavour a transmis à la CRE la décomposition de ses coûts par grande nature de charges pour l'exercice 2013. Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par Energies Services Lavour par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

¹ Délibération de la CRE du 13 décembre 2012

² Délibération de la CRE du 25 avril 2013

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz d'Energies Services Lavour.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que *« sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Energies Services Lavour, d'une facturation par le fournisseur du combustible »*

Energies Services Lavour a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement.
- une baisse des coûts du GRD d'Energies Services Lavour au 1^{er} juillet 2014 qui induit une diminution de -1,0%³.

L'évolution des coûts d'infrastructure d'Energies Services Lavour doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que : *«se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles »*.

Energies Services Lavour indique prendre en compte une diminution du total de ses coûts commerciaux par rapport aux coûts commerciaux constatés en 2013.

L'opérateur justifie cette diminution par une affectation d'une partie de ces charges à l'activité de vente en offres de marché à partir du 1^{er} semestre 2015 ainsi que par diminution des charges de personnel liée à des modifications structurelles dans l'organigramme.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions d'Energies Services Lavour relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

³ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Energies Services Lavour fait une prévision stable de l'évolution de son nombre de clients pour l'exercice 2014 avec cependant une baisse de la consommation unitaire associée. Dans ses prévisions, Energies Services Lavour anticipe notamment les suppressions de certains tarifs réglementés sur cette période, en particulier concernant les clients ayant un tarif B2S et B2I.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions d'Energies Services Lavour relatives à l'évolution de ses volumes de vente ne sont pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés d'Energies Services Lavour au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

La CRE relève toutefois que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel d'Energies Services Lavour est motivé par la prise en compte des évolutions de ses coûts en 2013, notamment concernant les coûts d'utilisation des infrastructures.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE n'a pas relevé d'éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente d'Energies Services Lavour, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.